

# *l'école* émancipée

***Contribution aux débats  
du conseil national de la FSU-SNUipp  
14 et 15 janvier 2025***

## ***Face aux crises, agir !***

Le capitalisme est responsable des crises économiques, sociales, écologiques et politiques qui s'exacerbent. Face à ce phénomène, les plus riches assument de plus en plus l'hypothèse d'une extrême-droite de plus en plus organisée internationalement.

Malgré les affaires dans lesquelles il est impliqué, c'est Donald Trump qui a gagné les élections aux États-Unis et la succession de ses déclarations virilistes et va-t'en-guerre met sur le devant de la scène un impérialisme américain menaçant : sortie des accords pourtant très tièdes sur le climat, annexion du Groenland et du canal de Panama, expulsion des migrant-es du pays... Partout ailleurs dans le monde, on assiste à une réelle montée des partis populistes, autoritaires et d'extrême-droite, qui utilisent tous les mêmes politiques de bouc émissaire au détriment des populations les plus précaires, des personnes racisées, des femmes ou des immigrés-es.

L'Europe n'est pas en reste : l'Italie, la Hongrie ont déjà basculé vers l'extrême droite, d'autres pays comme la Hollande, l'Allemagne, nous font craindre le pire. Sans aucune légitimité, le milliardaire Elon Musk, fort de ses moyens de communication, accompagne la politique de Trump et intervient en Europe pour soutenir les partis d'extrême-droite, en dénigrant les gouvernements en place. L'instrumentalisation du réseau par Elon Musk et son ingérence interrogent notre présence sur son réseau social X, afin de nous mettre en cohérence avec nos mandats.

Les dégradations climatiques s'accroissent, l'année 2024 étant la plus chaude jamais enregistrée. Avec une hausse moyenne des températures de 1,6 degrés, l'objectif des accords de Paris est d'ores et déjà dépassé. Les cyclones se multiplient et sont de plus en plus forts, les épisodes

pluvieux comme à Valence sont des catastrophes, et les incendies deviennent incontrôlables en Californie. En France, nous devons faire face aux mêmes problèmes, que ce soit les inondations dans le Pas-de-Calais en janvier 2024 ou à Mayotte littéralement détruite par un cyclone, sans même parler des pluies diluviennes ou des canicules qui se succèdent un peu partout.

### ***La France n'est pas épargnée par les crises***

La crise économique génère des plans de licenciements sur tout le territoire avec des fermetures d'entreprises, des délocalisations et des suppressions d'emplois. Une crise agricole profonde, récupérée par l'extrême-droite, s'ancre. Elle est causée par la déréglementation libérale et un système productiviste qui appauvrit les exploitant-es tout en menaçant la souveraineté alimentaire française. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes, comme en témoigne le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

Et avec la dissolution de l'Assemblée nationale en juin, nous nous retrouvons avec une crise politique majeure avec un Président qui, malgré une détestation toujours plus forte dans la population, se considère toujours comme seul pouvant mener le pays, un gouvernement vite censuré, et un nouveau nommé qui ne changera pas grand chose au précédent et continuera la politique de Macron.

Le flirt de la droite et de la macronie avec le Rassemblement National devient un concubinage notoire.

Le pouvoir en place délégitime notre camp – celui de la gauche de transformation sociale – en disqualifiant toutes nos prises de position. Sa politique continue de stigmatiser les plus précaires et les personnes racisées. Le maintien des politiques austéritaires et antisociales constitue une véritable politique de domination de classe.

## **Imposer une rupture dans l'Éducation**

La nomination d'Elisabeth Borne à l'Éducation nationale, symbole du 49.3, par un gouvernement illégitime donne le ton de la continuité que la valse des ministres ne parvient pas à masquer. Notre rôle est d'analyser globalement la situation et de porter publiquement une perspective de rupture pour l'École.

Les nouveaux programmes pour le cycle 2 et le cycle 3 viennent parachever l'oeuvre inégalitaire dont le choc des savoirs a constitué une des étapes. Les évaluations nationales se conjuguent à l'ensemble des mécanismes de contraintes sur les métiers de l'éducation pour exclure les élèves des classes populaires de la réussite dans leurs apprentissages. **Il nous faut continuer à porter le fer sur les questions pédagogiques pour engager massivement la profession dans la résistance.** Par ailleurs, alors que la loi sur le handicap a aujourd'hui 20 ans, l'inclusion scolaire se heurte toujours à l'absence de moyens et à une orientation libérale. Il nous faut profiter de cet anniversaire pour faire valoir une bifurcation sur cette question.

L'absence de budget pour 2025 percute la préparation de la rentrée scolaire qui, néanmoins, se profile sans changement de cap. De nouvelles suppressions d'emplois auraient des conséquences délétères sur l'École, déjà à la traîne dans les comparaisons internationales. Le projet de budget, porté par le NFP en octobre, montre que des appuis sont possibles pour sortir de la fatalité des fermetures de classes. **C'est à la FSU-SNUipp d'utiliser cette période pour mener la bataille dans tous les territoires avec les parents d'élèves, les élue-es et, plus globalement les citoyen-nes, pour faire de l'École un levier de mobilisation pour un autre projet de société.**

## **Résister à l'extrême-droïtisation de la société**

Pour invisibiliser le caractère inégalitaire des crises et le fait qu'elles bénéficient aux plus riches, le gouvernement reprend de plus en plus la grille de lecture de l'extrême-droite pour les décrire. Ainsi la sortie de Retailleau sur les accompagnatrices voilées poursuit une forme de normalisation des positions islamophobes.

## **Résister à l'offensive islamophobe**

*La veille de l'anniversaire des attentats contre Charlie Hebdo, Retailleau annonçait par voie de presse son engagement à lutter contre l'islamisme, qui, selon lui, représenterait le danger principal en France. Un choix politique conscient et révélateur.*

*Conscient car il intervient en pleine fragilité de l'exécutif, en l'absence de budget et lors d'un terrible anniversaire. Le message est limpide : en ces temps troublés, il y a une priorité, la lutte contre ces « ennemies de l'intérieur », le voile étant qualifié « d'étendard pour l'islamisme ».*

*Il est aussi révélateur d'une vision raciste du monde. Dans son interview, il estime ainsi que « ce qui est en jeu, ce sont les conquêtes de l'Occident comme l'égalité hommes-femmes », renvoyant à un Orient fantasmé, forcément rétrograde parce que musulman, tout en instrumentalisant, une fois encore, le féminisme dont il est pourtant un ennemi acharné. Il propose donc d'élargir la loi de 2004 aux accompagnatrices de sorties scolaires, à l'Université et dans les compétitions sportives.*

*Sa croisade, qui sera applaudie des deux mains par toute l'extrême-droite, obéit à une logique de stigmatisation et d'exclusion, en rupture complète avec les principes laïques de 1905.*

*En ce qui concerne la question spécifique des sorties scolaires, une telle mesure disqualifierait ces femmes aux yeux de leurs propres enfants en raison de leurs croyances : c'est intolérable.*

*Cette volonté de fracturer la société par des mesures islamophobes plutôt que de répondre aux problèmes de la population doit être combattue fermement.*

*Le recadrage gouvernemental des propos de Retailleau n'est qu'un sursis.*

*La FSU-SNUipp doit réaffirmer son attachement à l'esprit de concorde de la loi de 1905. Elle devra être partie prenante des initiatives qui se construiront contre toutes les offensives discriminantes envers les musulmanes et continuer à porter l'idée que les mamans sont toutes égales, avec ou sans voile.*

## 20 ans de la loi de février 2005 : l'heure de la rupture

*La loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a 20 ans. Elle reconnaît et définit le handicap. Elle insiste sur quatre éléments fondamentaux : l'accessibilité, les ressources et le droit à compensation, l'intégration scolaire et l'insertion professionnelle. La loi fait de l'institutionnalisation la norme, avec une priorité de gestion donnée aux associations gestionnaires. D'ailleurs, la Convention des Droits des Personnes Handicapées de l'ONU la caractérise comme une politique publique fondée sur le modèle médical avec une approche paternaliste du handicap.*

*Cette politique publique, au fond rétrograde et ségrégatif, est mise en œuvre sans moyens suffisants et par le biais de précarités multiples. Elle est source de maltraitances institutionnelles envers les élèves et les personnels. La succession des « actes » et d'effets de comm' approfondissent la crise.*

*Les personnes en situation de handicap, en premier lieu les élèves, ont besoin d'une politique d'inclusion de rupture idéologique et budgétaire. La question de l'inclusion est souvent au cœur des échanges dans les écoles. L'absence de réponses institutionnelles face à ce qu'elle engendre de difficultés et de mal-être, le manque de places en ESMS, la vacuité des formations initiales et continues sur l'inclusion sont des éléments déstructurant notre métier.*

*Il existe pourtant des revendications syndicales pour une inclusion réussie : moyens pour les dispositifs inclusifs, formation massive d'enseignant-es spécialisé-es, abaissement des effectifs par classe, suppression des dispositifs "cache-misère" comme le DAR (Dispositif d'AutoRégulation).*

*Nous nous devons de fêter les 20 ans de cette loi jamais "auditée" comme il se doit. Cela peut passer, localement ou nationalement, par des mobilisations pour demander des moyens à la hauteur des besoins.*

### Pour prolonger...

*L'École Émancipée, ce sont aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'École, ses personnels et la société.*



Un site internet



Une revue syndicale  
et pédagogique



Une possibilité  
d'adhérer en ligne

Le futur programme EVARS est remis en cause par les milieux conservateurs, jusqu'à l'ex-ministre Alexandre Portier. L'audience est donnée aux associations les plus réactionnaires de « *protection de la famille* », proches de la droite et de l'extrême droite.

A Mayotte, face aux conséquences après le passage du cyclone, le pouvoir et les médias ont pointé du doigt les migrant·es comme les responsables de la crise sanitaire, tout en effaçant des décennies d'absence d'investissements structurels dans le département.

**Ce glissement des politiques vers la grille de lecture de l'extrême droite conduit de plus en plus vers un champ politique bipolarisé avec, d'un côté une droite alliée à l'extrême-droite et de l'autre, les forces de progrès. Deux camps s'affrontent.**

### Unifier notre camp social

Dans ce contexte, le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit participer du rassemblement de notre camp social afin de mener l'affrontement de classe, ne pas laisser l'extrême droite s'emparer des crises et occuper le terrain pour porter des alternatives solidaires et émancipatrices aux crises.

Les mobilisations sont la seule issue. Contrairement aux déclarations conjointes de la CFDT et du MEDEF, ce n'est pas de « *stabilité* » dont la population a besoin. C'est d'un changement de paradigme qui remette en cause le système libéral-autoritaire, marche pied de l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir que nous devons porter.

Cela passe par l'unité la plus large possible dans les mobilisations, de l'intersyndicale à l'ensemble du mouvement social. Cela passe aussi par l'unification du syndicalisme de lutte et de transformation sociale. Cela passe enfin par la construction d'un front social et politique, et donc l'engagement dans un travail avec le NFP. **Cela exige d'élever le niveau de conflictualité à atteindre pour mettre en échec le libéralisme autoritaire comme l'extrême-droite.**

Ce sont donc bien les luttes que nous devons préparer. Nous nous situons toujours dans la période ouverte par la dissolution de l'Assemblée Nationale et le flottement politique est constitutif de la situation actuelle. **L'exécutif est dans un état de faiblesse historique. Loin de subir cette situation, nous devons la mettre à profit pour gagner.**

Une partie de notre travail est de convaincre le salariat de l'opportunité de la période. L'autre est de tracer un autre chemin pour faire obstacle à l'avènement de l'extrême-droite à court ou moyen terme.

**L'École Émancipée,**

**c'est aussi une revue et un site internet : [www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)**